

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
7 juillet 2015
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-neuvième session
Point 123 t) de l'ordre du jour
Coopération entre l'Organisation des
Nations Unies et les organisations régionales
ou autres : coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation de la
coopération islamique**

**Conseil de sécurité
Soixante-dixième année**

**Lettre datée du 1^{er} juillet 2015, adressée au Secrétaire
général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission
permanente du Koweït auprès de l'Organisation des
Nations Unies**

En ma qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration de Koweït adoptée à la quarante-deuxième session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OCI, qui s'est tenue au Koweït les 27 et 28 mai 2015 sur le thème de la vision commune pour la promotion de la tolérance et la dénonciation du terrorisme (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ladite déclaration comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 123 t) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Abdulaziz Aljarallah



**Annexe à la lettre datée du 1^{er} juillet 2015 adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Koweït
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration de Koweït, adoptée par le Conseil des ministres
des affaires étrangères de l'Organisation de la coopération
islamique à sa quarante-deuxième session**

**(Session de la vision commune pour la promotion de la tolérance
et la dénonciation du terrorisme), tenue à Koweït le 9 et 10 cha'ban
1436 de l'hégire (27 et 28 mai 2015)**

Nous, ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), participant à la quarante-deuxième session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OCI tenue à Koweït les 9 et 10 cha'ban 1436 de l'hégire (27 et 28 mai 2015) sur le thème « Vision commune pour la promotion de la tolérance et la dénonciation du terrorisme »,

Déclarons ce qui suit :

Réaffirmant notre attachement et notre soutien sans réserve aux objectifs et aux principes de l'OCI en faveur des peuples musulmans et de la sauvegarde de leurs intérêts communs dans le cadre de l'action menée au niveau bilatéral et au sein de notre organisation en vue de promouvoir la solidarité islamique et de coordonner l'action islamique commune,

Soutenant les efforts déployés par le Secrétaire général pour réformer l'OCI et en renforcer les capacités dans tous les domaines en vue de lui permettre de mieux faire face aux défis et d'élargir le champ de ses relations, notamment en ouvrant de nouveaux bureaux régionaux afin d'en promouvoir les objectifs et de faire avancer ses causes et les causes internationales justes,

Nous réaffirmons notre soutien indéfectible à la cause de la Palestine et d'Al Qods Al-Charif ainsi qu'aux droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination et au retour; nous soulignons qu'une paix juste et globale au Moyen-Orient dépend du retrait total d'Israël des territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, dont le Golan syrien occupé et les territoires libanais occupés, de la création d'un État palestinien ayant Al Qods Al-Charif pour capitale, et d'un règlement équitable de la question des réfugiés palestiniens, conformément aux résolutions internationales légitimes applicables et à l'Initiative de paix arabe.

Nous soutenons la présentation au Conseil de sécurité d'un nouveau projet de résolution tendant à mettre fin à l'occupation israélienne des terres palestiniennes et à trouver une solution définitive en vue de la création d'un État palestinien indépendant; nous condamnons et dénonçons les politiques arrogantes du Gouvernement israélien que sont le bouclage de la bande de Gaza, la construction d'implantations dans les territoires palestiniens, l'extension du mur de ségrégation raciale, la judaïsation de la partie arabe d'Al Qods et les tentatives visant à en faire un État juif; nous exprimons également notre soutien aux démarches et aux mesures

entreprises par l'État palestinien pour adhérer aux institutions, chartes, traités et protocoles internationaux.

Nous sommes profondément reconnaissants au Secrétaire général de l'OCI des efforts qu'il déploie pour mobiliser des soutiens en faveur de la cause palestinienne, et nous nous félicitons des visites effectuées par le Groupe de contact ministériel sur la ville d'Al Qods Al-Charif dans de nombreux États influents pour favoriser la recherche d'un règlement juste et global de la question palestinienne.

Nous saluons les efforts que déploie S. M. le Roi Mohamed VI, Président du Comité Al Qods et de l'Agence Bayt Mal Al Qods, pour préserver l'identité d'Al Qods Al-Charif et soutenir la résistance du peuple palestinien dans la Ville sainte et en sauvegarder le patrimoine islamique.

Nous réaffirmons notre attachement à la sécurité et à la stabilité du Yémen et notre soutien à la légitimité incarnée par le Président Abdo Rabbo Mansour Hadi ainsi qu'à la poursuite jusqu'à son terme du processus politique conformément à l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et à son Mécanisme de mise en œuvre, aux conclusions du dialogue national, ainsi qu'à la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité et aux autres résolutions applicables.

Nous nous félicitons des résultats de la Conférence de Riyad organisée du 17 au 19 mai 2015 sur le thème « Sauver le Yémen et édifier un État fédéral », à laquelle ont participé toutes les forces et composantes politiques et sociales ainsi que les organisations de la société civile, de jeunesse et de femmes et qui a abouti à l'adoption du Document de Riyad conformément aux objectifs fixés par le Président du Yémen dans sa lettre adressée au Serviteur des deux saintes mosquées, à savoir : « préserver la sécurité et la stabilité du Yémen dans le respect de l'autorité légitime et rejeter le coup d'État perpétré contre cette dernière; rejeter et délégitimer la prétendue déclaration constitutionnelle; restituer à l'État les munitions et matériel militaires; rétablir l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire yéménite; ramener la sécurité au Yémen pour permettre le retour à la normale; relancer le processus politique, conformément à l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et de son Mécanisme de mise en œuvre ainsi qu'aux conclusions du dialogue national; veiller à ce que le Yémen ne devienne pas un sanctuaire pour les organisations terroristes et extrémistes »; nous exhortons toutes les composantes politiques du Yémen à répondre sans délai à l'appel lancé par le Président Abdo Rabbo Mansour Hadi en faveur de la reprise du dialogue avec toutes les parties.

Nous réaffirmons le communiqué publié par le Comité exécutif ministériel de l'OCI à Djedda le 15 février 2015, les communiqués publiés à l'issue des réunions extraordinaires des ministres des affaires étrangères des États membres du Conseil de coopération du Golfe les 21 janvier, 7 février et 14 février 2015 sur la situation grave au Yémen, la résolution adoptée au vingt-sixième Sommet des pays arabes tenu du 26 au 29 mars 2015, ainsi que le communiqué publié par le Parlement arabe le 17 février 2015.

Nous saluons l'opération « Restore Hope » en faveur du développement et de la reconstruction du Yémen, et sommes profondément reconnaissants au Serviteur des deux saintes mosquées, le Roi Salman Bin Abdulaziz Al Saud, de l'initiative qu'il a prise de mettre en place un centre unifié permettant de coordonner l'acheminement de l'aide destinée au peuple yéménite; nous appelons tous les États, dont les États membres de l'OCI, ainsi que les organisations régionales et

internationales, dont les organes de l'OCI intervenant dans les domaines du développement et de l'action humanitaire, à apporter leur aide et à adopter le programme international d'appui global en matière économique et de développement en vue de la reconstruction du Yémen.

Nous exhortons la communauté internationale à adopter une position ferme en vue de faire cesser les violences et la destruction des infrastructures syriennes et de mettre immédiatement fin au bain de sang et au massacre des Syriens; nous réaffirmons les droits légitimes du peuple syrien et notre appui à un règlement politique fondé sur les résolutions de la Conférence de Genève 1.

Nous engageons toutes les parties concernées à mettre en œuvre les résolutions 2139 (2014) et 2165 (2014) du Conseil de sécurité ainsi que toutes les autres résolutions applicables.

Nous remercions l'État du Koweït d'avoir accueilli les trois premières conférences organisées pour faire face à la situation humanitaire en République arabe syrienne.

Nous suivons avec le plus vif intérêt les conditions de sécurité et l'évolution de la situation politique en Libye, et engageons toutes les factions libyennes à assumer la responsabilité qui est la leur de faire cesser les violences qui sévissent dans le pays et de souscrire à l'unique solution pacifique susceptible de mettre un terme à la crise libyenne; nous saluons l'action inlassable menée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Libye pour trouver une solution politique à la crise, et réaffirmons qu'il est nécessaire de respecter l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye, de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures du pays et d'en préserver la totale indépendance.

Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple libyen dans sa lutte contre tous ceux qui cherchent à porter atteinte à la sécurité de la Libye, en lui apportant le soutien nécessaire pour protéger les frontières du pays, bloquer l'immigration clandestine et empêcher l'infiltration des groupes terroristes et l'afflux d'armes et de matériel militaires.

Nous suivons de près l'évolution regrettable de la situation de la sécurité en Iraq et les tentatives faites par le groupe terroriste « Daech » pour en saper la sécurité et la stabilité; nous réaffirmons notre volonté d'aider la République sœur d'Iraq à préserver sa sécurité, sa stabilité, sa souveraineté et son intégrité territoriale, et soutenons les mesures sérieuses et résolues prises par le Gouvernement iraquien pour mettre en œuvre le programme de réconciliation nationale visant à consolider le front intérieur et à renforcer l'unité nationale du peuple iraquien.

Nous nous félicitons de l'accord-cadre conclu entre le Groupe des cinq plus un et la République islamique d'Iran, et espérons qu'un accord définitif sera signé d'ici à la fin du mois de juin 2015; nous appelons une nouvelle fois la République islamique d'Iran à coopérer avec la communauté internationale de manière à favoriser la paix et la stabilité et à renforcer les relations de bon voisinage.

Tout en réaffirmant notre condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les mobiles, et en dénonçant les attentats terroristes et toutes les formes d'incitation qui ont visé de nombreux pays, dont certains États membres de l'OCI, nous condamnons avec force l'acte terroriste

perpétré récemment contre une mosquée de la région d'Al-Qatif au Royaume d'Arabie saoudite et soulignons qu'il est nécessaire de combattre les groupes terroristes ainsi que ceux qui les soutiennent et les financent, eux et leurs actes odieux, lesquels n'ont aucun rapport avec la noble religion de l'islam; nous soulignons que ces groupes terroristes ne peuvent en aucun cas se réclamer de l'islam, car le terrorisme n'a ni religion ni patrie.

Nous réaffirmons qu'il est nécessaire d'œuvrer à tarir les sources de financement du terrorisme et de mettre en œuvre les résolutions de l'ONU et de l'OCI relatives à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, et notamment les textes issus de la réunion du Comité exécutif tenue au niveau ministériel le 15 février 2015; nous appelons à unir les efforts régionaux et internationaux afin de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, et nous félicitons des résultats de la réunion de réflexion du Conseil des ministres des affaires étrangères organisée au niveau ministériel à Koweït sur la nécessité d'adopter une stratégie efficace de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Nous saluons à cet égard la Déclaration de la Mecque adoptée lors de la Conférence islamique internationale organisée sur le thème « Islam et lutte contre le terrorisme » à la Mecque du 22 au 25 février 2015 sous les auspices du Serviteur des deux saintes mosquées, le Roi Salman Bin Abdulaziz Al Saud, qui appelle à préserver les membres de l'Oumma islamique, par-delà leurs appartenances confessionnelles, de la discorde et de l'affrontement, et à élaborer une stratégie globale visant à tarir les sources du terrorisme et de l'extrémisme et à renforcer la confiance entre les jeunes de l'Oumma.

Nous réaffirmons que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux ne passe pas par la confrontation avec l'islam, religion juste, ou par la propagande islamophobe, mais par une large coopération, le dialogue et la communication constante avec les autres communautés ainsi que par le rejet des idées destructrices incitant à la violence et à la haine, et nous insistons sur le fait que l'ouverture et la tolérance entre les peuples est avant tout une nécessité humaine à laquelle appellent toutes les religions révélées.

Nous soulignons qu'il importe de mener une action concertée pour renforcer la coopération entre les peuples des États membres dans les domaines sociaux, culturels et du développement et en matière de lutte contre la pauvreté; nous saluons à cet égard le rôle joué par les États du Conseil de coopération du Golfe, qui ont apporté une aide au développement aux pays connaissant des difficultés de développement.

Nous nous félicitons des résultats de la réunion du Comité exécutif des ministres des affaires étrangères de l'OCI tenue à Djedda le 15 février 2015, de la Conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme organisée à la Mecque le 22 février 2015 par la Ligue islamique mondiale, et du premier Sommet mondial sur la lutte contre l'extrémisme violent à Washington en février 2015, qui viennent encore renforcer la coopération internationale, régionale et bilatérale, et nous appelons à une action internationale conjointe et à une coordination en matière militaire et de sécurité pour combattre l'extrémisme et le terrorisme avec fermeté et opiniâtreté.

Nous accueillons avec satisfaction la résolution 2199 (2015) du Conseil de sécurité en date du 12 février 2015, qui a été adoptée à l'unanimité en vertu du

Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et qui renforce les mesures visant à tarir les sources de financement du terrorisme et à renforcer le contrôle sur les régions tombées aux mains des terroristes.

Nous condamnons les atrocités odieuses commises contre des innocents par toutes les organisations terroristes, notamment Daech, Al-Qaida et le Front el-Nosra, alors que l'intensification des violences et des crimes terroristes menace la sécurité et la stabilité régionales et internationales.

Nous réaffirmons notre solidarité avec le Mali, l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan, la Côte d'Ivoire, l'Union des Comores, Djibouti, la Bosnie-Herzégovine, le peuple du Jammu-et-Cachemire, les Chypriotes turcs et le peuple du Kosovo, ainsi qu'avec leurs aspirations à vivre dans la paix, la sécurité et la prospérité.

Nous soulignons à nouveau qu'il importe de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan, conformément aux résolutions applicables du Conseil de sécurité.

Nous exprimons notre solidarité avec les pays africains, comme en a témoigné le sommet arabo-africain organisé par l'État du Koweït, dans le cadre de l'action qu'ils mènent pour faire face aux problèmes de sécurité et de développement et lutter contre la pauvreté.

Nous dénonçons le traitement infligé aux musulmans rohingya dans l'État d'Arakan au Myanmar, et appelons la communauté internationale et les États Membres à leur apporter une aide humanitaire; nous exhortons également le Groupe islamique en Europe et à Genève à faire la lumière sur cette question et à mobiliser la communauté internationale pour empêcher que les musulmans rohingya soient persécutés et privés de leurs droits légitimes.

Nous saluons les efforts déployés par le Secrétaire général et le Groupe d'experts dans le cadre du Programme d'action décennal 2016-2025 de l'OCI, qui doit permettre de faire face aux défis sociaux, économiques, humanitaires, scientifiques et de développement auxquels l'Oumma islamique se trouve confrontée au XXI^e siècle.

Nous remercions la République d'Ouzbékistan d'avoir décidé d'accueillir la quarante-troisième session du Conseil des ministres des affaires étrangères en 2016.

Nous félicitons S. A. le cheik Sabah Al Ahmad Al Jaber Al Sabah, Émir de l'État du Koweït, à l'occasion de la désignation de son pays comme centre d'action humanitaire, distinction qui témoigne du rôle joué par l'État du Koweït dans les domaines du développement et de l'action humanitaire.

En conclusion de la quarante-deuxième session du Conseil des ministres des affaires étrangères, nous exprimons nos vifs remerciements et notre profonde gratitude à S. A. le cheik Sabah Al Ahmad Al Jaber Al Sabah, Émir de l'État du Koweït, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple du Koweït, pour leur chaleureuse hospitalité et pour l'excellente qualité de l'organisation, qui a permis à cette quarante-deuxième session consacrée à la vision commune pour la promotion de la tolérance et la dénonciation du terrorisme de produire les résultats escomptés.

Koweït, le 10 cha'ban 1436 de l'hégire (28 mai 2015)